

Burundi : La population a soif de Vérité et de Justice

MISNA, 9/12/2010 Plus de 80% des Burundais aspire à l'instauration d'une Commission Vérité et Réconciliation, sur le modèle de l'organisme créé en Afrique du Sud à la chute de l'apartheid, chargée de rendre la justice sur 40 ans de troubles et de violences, indique un rapport présenté par la Commission tripartite (composée de députés du régime, la société civile et de l'Onu), qui a coordonné ces dernières années une enquête-statistique sur un échantillon de 500 habitants environ. Instaurée en 2007, la Commission aurait dû présenter son rapport dans les six mois suivant sa création, mais les différends persistants entre l'Onu et le régime – notamment sur la nécessité de créer une juridiction spéciale pour juger les crimes commis pendant la guerre civile (1993-2003) – en ont sans cesse retardé la diffusion. En regard de l'enquête présentée, quatre Burundais sur cinq sont favorables à une réconciliation nationale tandis que 9 des personnes sondées estime que seule la vérité sur les violences rendra possible la réconciliation nationale. De surcroît, pour 83,39% des Burundais interrogés, la réconciliation implique la justice, bien que 65% soient favorables à une amnistie pour les seuls auteurs de violences acquittés de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'éventuel génocide. Enfin, la plupart des Burundais sont favorables à la création d'un tribunal spécial pour le Burundi.

[CO]